

Coordonnées :

• Université de Poitiers
Faculté de Droit et Sciences Sociales
Bât. n° E 9 IDP bureau G 208
43 place Charles de Gaulle
TSA 81100
86073 Poitiers cedex 09

• aurelie.virot.landais@univ-poitiers.fr

FONCTIONS UNIVERSITAIRES

MAITRE DE CONFERENCES EN DROIT PUBLIC – Faculté de droit et des sciences sociales, Université de Poitiers (depuis 2013)

MEMBRE DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC (EA 2623)

ENSEIGNEMENTS

FACULTE DE DROIT – UNIVERSITE DE POITIERS

▪ **Droit de la fonction publique**

- Droit de la fonction publique (L3 Droit ; 2013-2018, matière à TD)
- Droit de la fonction publique territoriale (M1 Droit des collectivités territoriales ; depuis 2018 ; 20h CM)
- Enjeux en droit de la fonction publique de la valorisation de la recherche (M2 Droit Valorisation de la recherche, depuis 2018, séminaire de 6h)

▪ **Droit des collectivités territoriales**

- Droit des collectivités territoriales (M1 Droit ; depuis 2016 ; 30h, matière à TD)
- Démocratie locale (M2 Droit des collectivités territoriales ; depuis 2018 ; 15h CM)
- Autres formes de coopération juridique entre collectivités territoriales (hors intercommunalité) (M2 Droit des collectivités territoriales ; depuis 2018 ; 15h CM)
- Gestion des risques contentieux des collectivités territoriales (M1 Droit ; depuis 2018 ; 20h CM)

▪ **Communication publique**

- Régulation du secteur audiovisuel (Magistère Droit des TIC 2^e année ; depuis 2015 ; 24h CM)
- Droit de la communication (L3 Droit des TIC ; depuis 2018 ; intervention ciblée : 4h CM)

▪ **Finances publiques**

- Finances publiques (L2 Droit sem. 1 et 2, 2013-2018 ; 60h CM ; L2 AES, en 2017-2018 ; 30h CM ; L3 Droit sem. 2 ; 2018-2019 ; 30h CM, matière à TD)
- Finances locales (Licence Professionnelle Droit « Administration des collectivités territoriales » ; 2013-2015)

▪ **Autres**

- Institutions administratives (L1 Droit ; 2013-2014)
- Histoire des idées politiques après 1789 (M1 Droit ; 2013-2016)
- Introduction au droit public (Licence Professionnelle « Accompagnement social », UFR SHA – Département de Psychologie ; 2014-2018)

ENSEIGNEMENT A DISTANCE - CNED

- Depuis 2018, rédaction de fascicules, création et correction de sujets de QRC et QCM
- Matières : Démocratie locale ; Coopération juridique entre collectivités territoriales

PUBLICATIONS ET PRODUCTIONS SCIENTIFIQUES

MOTS-CLEFS : FONCTION PUBLIQUE ; COLLECTIVITES TERRITORIALES ; DONNEES PUBLIQUES ET DONNEES PERSONNELLES ; ACTION PUBLIQUE ; ACTE ADMINISTRATIF UNILATERAL

TRAVAUX DE THESE

- ***L'efficacité de l'acte administratif unilatéral***, sous la dir. de M. le Prof. Stéphane BRACONNIER, Université de Poitiers, 2011, 951 pages dactyl. *Mention très honorable et félicitations du jury*

OUVRAGES

- ***Statut commenté de la fonction publique territoriale***, Berger-Levrault, octobre 2019, 768 pages.
- Co-auteur avec le Pr. Jean-François Lachaume de la 4^e édition de son ouvrage ***Droit de la fonction publique***, coll. Connaissance du droit, juin 2017.
- Collaboration à l'actualisation d'éditions d'ouvrages juridiques :
 - 3^e édition de J-F. Lachaume, H. Pauliat, C. Deffigier (dir.), *Droit des services publics*, LexisNexis, coll. Manuel, 2018 (pp. 3-64).
 - 2^e éd. de Pr. S. Braconnier, *Droit des services publics*, PUF, coll. Thémis Droit, 2007.

ARTICLES

- « **La protection des données personnelles dans les usages des outils numériques. Le défi en matière sociale et médico-sociale** », *La revue du Centre Michel de L'Hospital*, n° 20, mars 2020, pp. 52-59.
- « **Responsabilité et responsabilisation en droit de la fonction publique** », in E. Berry, D. Gantsching, L. Gatti et D. Veillon (dir.), *Les responsabilités*, Presses universitaires juridiques de Poitiers-LGDJ, n° 96, juillet 2018, pp. 201-227.
- « **La répression administrative des groupements sportifs** », in Programme PREFALC 2012-2016 « Criminalité et responsabilité(s) des personnes morales et des organisations », réunissant des Universités argentines et colombiennes ainsi que l'Université de Poitiers, 2018.
- « **La traduction comptable de la disparition anticipée de l'acte administratif unilatéral** », in S. Kott (dir.), *Droit et comptabilité : la spécificité des comptes publics*, Economica, 2017, pp. 329-345.
- « **De l'oubli en droit administratif** », in *Entre les ordres juridiques – Mélanges en l'honneur de François Hervouet*, Presses universitaires juridiques de Poitiers, 2016, pp. 723-749.
- « **Mérites et limites de la régularisation des actes viciés** », co-écrit avec Pr. E. Langelier, *JCP A* n° 30/2015, pp. 38-44.
- « **Union européenne et responsabilisation** », *JCP A* n° 10-11/2015, actes du colloque « De la responsabilité à la responsabilisation des fonctionnaires », étude 2082.
- « **Les activités de contrôle exercées par les personnes privées chargées d'un service public** », *RDP* n° 3/2013, pp. 613-639.
- « **Le pigeon, un occupant préoccupant du domaine public urbain** », *AJDA* n° 20/2013, pp. 1147-1154.
- « **Un statut pluriel et lacunaire des occupants sans titre du domaine public** », *RDP* n° 3/2012, pp. 563-591.

NOTES DE JURISPRUDENCE

Principaux domaines : accès aux données publiques et personnelles, contentieux administratif, fonction publique

- « CDIisation en cours de contrat : le juge continue à déjouer les stratégies de contournement des employeurs » (note sous CE, 27 novembre 2020, *INSERM*, req. n° 432713), *JCP A* 2021, à paraître,
- « Archives présidentielles : droit d'accès versus protocole » (note sous CE 12 juin 2020, *M. Graner*, req. n° 422327), *JCP A* 2021, à paraître.
- « De la « danthonysation » du retrait » (note sous CE 7 fév. 2020, *Mme G. c/ commune de Bussy-Saint-Georges*, req. n° 428625), *JCP A* n° 35/2020, comm. 2191.
- « De la communicabilité d'un protocole de transaction extinctive conclu par l'Etat avec les sociétés concessionnaires d'autoroutes » (note sous CE 18 mars 2019, *Ministre de l'Economie, de l'industrie et du numérique*, req. n° 403465), *JCP A* 2019, comm. 2240.
- « Une convention de prêt bancaire à un parti politique transmise à la CNCCFP est-elle bien une pièce comptable comme les autres ? » (note sous CE 13 fév. 2019, *Association Rassemblement National*, req. n° 420467), *JCP A* n° 26/2019, comm. 2191.
- « De la régularité de la notification d'un pli recommandé avec accusé de réception au gardien de l'immeuble d'habitation » (note sous CE, 28 mars 2018, *Mme B. c/ Ville de Paris*, req. n° 399867), *JCP A* n° 24/2018, comm. 2183.
- « Jeu d'équilibre entre droit d'accès aux documents administratifs, respect du droit moral de divulgation des agents publics et préservation de l'identité des acteurs de la lutte contre les dérives sectaires » (note sous CE 8 nov. 2017, *ASES-CC*, req. n° 375704), *JCP A* n° 12/2018, comm. 2082.
- « L'accès aux données personnelles d'une victime décédée, par ses héritiers reprenant l'action en réparation » (note sous CE 7 juin 2017, *MAIF*, req. n° 399446), *JCP A* n° 41/2017, comm. 2238.
- « Nouvelle limite au droit d'accès aux documents administratifs : l'opposabilité du secret des affaires par une entreprise en situation de monopole » (note sous CE 21 avril 2017, *Soc. FM project*, req. n° 394606), *JCP A* n° 35/2017, comm. 2207.
- « Dans quelle mesure une instruction générale relative à la gestion du personnel d'un EPIC constitue-t-elle un document administratif au sens de la loi du 17 juillet 1978 ? » (note sous CE 21 avril 2017, *RATP*, req. n° 395952), *JCP A* n° 27/2017, comm. 2172.
- « Précisions relatives à l'appel de l'ordonnance qui rejette une demande de suspension accompagnant un déféré préfectoral » (note sous CE 8 fév. 2017, *Min. logement et habitat durable c/ Cne de Chens-sur-Léman*, req. n° 402417), *JCP A* n° 17-18/2017, comm. 2119.
- « Irrégularité de l'installation par une commune de lecteurs automatisés de plaques d'immatriculation aux fins d'assistance à la mission de police judiciaire assumée par l'Etat » (note sous CE 27 juin 2016, *Cne de Gujan-Mestras*, req. n° 385091), *JCP A* n° 13/2017, comm. 2082.
- « Concours administratifs et loi du 17 juillet 1978 : une transparence obscurcie ? », (note sous CE 17 fév. 2016, *CNFPT*, req. n° 371453), *JCP A* n° 21/2016, comm. 2134.
- « Quel accès pour un tiers, sur le fondement de la loi du 17 juillet 1978, aux données personnelles contenues dans les fichiers médico-administratifs » (note sous CE 30 déc. 2015, *Soc. Laboratoire Servier*, req. n° 372230), *JCP A* n° 40/2016, comm. 2253.
- « L'impartialité des procédures disciplinaires fédérales : le rôle du président de la fédération en question » (note sous CE 21 nov. 2014, *M. C c/FFSG*, req. n° 373071), *Cah. dr. sport* n° 39/2015, p. 58.
- « Quel accès aux documents d'instruction du contrôle des comptes de campagne de l'élection présidentielle assuré par la CNCCFP ? », (note sous CE 27 mars 2015, *Soc. Médiapart*, req. n° 382083), *JCP A* n° 23/2015, pp. 15-18.
- « De l'art de consolider l'effectivité du droit à la communication de documents administratifs en présence d'une demande mal dirigée » (note sous CE 15 oct. 2014, *Min. Économie et Finances*, req. n° 365058), *JCP A* n° 15/2015, comm. 2096.

- Notices d'actualité jurisprudentielles, *JCP A* n° 13/2015, act. 292, 296, 300.
- Note sous CE Ass. 13 mai 2011, *Mme M'Rida*, req. n°316734, in « Chronique de contentieux administratif. 1^{er} semestre 2011 » sous la dir. de M. Antoine CLAEYS, *LPA* 2012, n° 61, pp. 11-15.
- Note sous CE 14 mars 2011, *Cne d'Ajaccio et M. Olivesi*, req. n° 309087 et 308987 et CE 5 mai 2011, *Min. de l'Écologie, de l'Énergie c/ M. Bertand*, req. n° 336893 ; 2^e espèce, in « Chronique de contentieux administratif. 1^{er} semestre 2011 » sous la dir. de M. Antoine CLAEYS, *LPA* 2012, n° 62, pp. 8-13.

COMMUNICATIONS ET CONFÉRENCES

- « **La protection des données personnelles dans les usages des outils numériques** », in Séminaire *Secret professionnel, partage d'informations et éthique en matière sociale et médico-sociale*, organisé par Mme Faberon-Tourette, Université de Clermont Auvergne, 6 juin 2019.
- « **Ordre public et audiovisuel** », in Université d'été « Ordre public », organisée par la Faculté de droit de Poitiers, juillet 2018.
- « **Obligation de transparence des algorithmes** », avec T. Petelin, MCF, Univ. Poitiers, 1^{er} Séminaire sur la neutralité de l'algorithme, Compiègne, 25 et 26 juin 2018, Groupe de recherche interdisciplinaire et interuniversitaire « Transition numérique et innovation juridique ».
- Participation à la table-ronde « **La laïcité dans l'action publique territoriale** », in 1^{ère} Journée d'étude Université de Poitiers – CNFPT, *Le sens de l'action publique territoriale*, 15 mars 2018.
- « **Responsabilité et responsabilisation en droit de la fonction publique** », in Université d'été « Responsabilité », organisée par la Faculté de droit de Poitiers, juillet 2017.
- « Les propositions des candidats à l'élection présidentielle 2017 concernant la fonction publique », communication durant une journée de formation des adhérents des fédérations 17, 79 et 86 de la FSU, « L'avenir de la Fonction publique », avril 2017.
- « **La traduction comptable de la disparition anticipée de l'acte administratif unilatéral** », in Colloque « Les interactions entre comptabilité et droit publics » organisé par le Pr. S. Kott au Ministère des Finances, 25 et 26 janvier 2016.
- Conférence d'actualité en droit de la fonction publique « **Actualités en droit de la responsabilité disciplinaire des agents publics** », IDP, Faculté de droit de Poitiers, janvier 2015.
- « **Union européenne et responsabilisation** », in Colloque du LERAP, « De la responsabilité à la responsabilisation des fonctionnaires », Université François Rabelais de Tours, 20-21 novembre 2014.

FASCICULES DE JURISCLASSEUR

- Fascicule n° 856 « Organes de gestion des personnels territoriaux », *J-Cl. Collectivités territoriales*, Lexis Nexis, 2020 (refonte)
- Fascicule « Organes de participation des personnels territoriaux », *J-Cl. Collectivités territoriales*, Lexis Nexis, à paraître en 2021.
- Fascicule « Emplois fonctionnels de la fonction publique territoriale » (refonte), *J-Cl. Collectivités territoriales*, Lexis Nexis, à paraître en 2021

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES, SCIENTIFIQUES ET PEDAGOGIQUES

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

- Membre de la **Commission d'expertise scientifique** de droit public et de sciences politiques de la Faculté de droit de Poitiers (Sections 02-04) : depuis 2018
- **Adjointe à la « Documentation » auprès du Doyen** de la Faculté de droit de Poitiers (2013-2018)
- **Responsable du personnel du Centre de doctorat**, bibliothèque de la Faculté dédiée aux Masters et à la recherche (2015-2018)

RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

- **Co-responsable de l'axe de recherche *Action publique*** au sein du laboratoire Institut de droit public (EA 2623) (Université de Poitiers) : à compter du 26 janvier 2021
- **Comité de suivi des thèses de l'Ecole doctorale** Droit et Science politique Pierre Couvrat (Université de Poitiers) : membre depuis 2018
- **Jury de soutenance de thèse :**
 - S. Zidani, *Obéissance des fonctionnaires et responsabilité des dirigeants pendant la révolution lybienne de 2011*, avec M. H-M. Crucis (dir.), M. S. Gilbert (prés. et rapp.), M. J. Le Goff (rapp.), M. E. Guiselin et M. M. Joyau, Université de Nantes, sept. 2019.
- Participation à des **comités de sélection** : Université de Poitiers, postes de MCF : 2017, 2018, 2020

RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

- **Directrice du Master Management public - Droit des collectivités territoriales (MP-CT)** : à compter de septembre 2020
- Coordination d'équipes de travaux dirigés
- Direction de mémoires de recherche dans le cadre du Magistère Droit des Techniques de l'Information et de la Communication (TIC) 2^e année et du Master 2 Droit des collectivités territoriales.
- Enseignant référent de stages : auprès d'étudiants de L3, M1 et M2 Droit des collectivités territoriales, du Magistère Droit des TIC 2^e année et, en 2013-2015, de Licence professionnelle Administration des collectivités territoriales.

ACTIVITES CONNEXES

CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

- Membre du jury de l'examen professionnel d'avancement de grade – attaché principal 2019 ; Centre de gestion 86
- Correction de l'épreuve de note administrative et examinatrice de l'épreuve orale ; examen professionnel d'avancement de grade – attaché principal 2019, Centre de gestion 86

FORMATIONS A DESTINATION DES ELUS ET AGENTS PUBLICS TERRITORIAUX

- Depuis 2019
- Organismes : CNFPT (délégations de la région Nouvelle Aquitaine) ; Centres de gestion 86 ; Association des maires de France (délégations 86)
- Domaines : fonction publique territoriale